

ISLAMISME ET NATIONALISME

IL Y A ENTRE ISLAMISME ET NATIONALISME un curieux effet de miroir. Dans le monde arabe, c'est sur l'échec des nationalismes de type socialisant et autoritaire (état centralisateur et parti unique, comme en Algérie et Égypte), souvent redoublés de panarabisme (mouvement baasiste), que s'est développé, dans les décennies 1970 et 1980, l'islamisme le plus virulent, celui du FIS, du GIA, des Frères musulmans syriens ou des Gama'at et du Jihad égyptiens ; les monarchies ont été par contre confrontées à des formes plus protéiformes et participationnistes de l'islamisme, en général dans la mouvance des Frères musulmans. Dans tous les cas, l'islamisme a eu une base sociale fort proche des nationalistes et des socialistes (intelligentsia moderne et classes moyennes) et n'a guère attiré au début les représentants des élites religieuses traditionnelles. La symétrie entre nationalisme arabe et islamisme est d'autant plus évidente que le baasisme lui-même s'était inspiré du supranationalisme islamique pour dénoncer le caractère artificiel des nations issues du découpage colonial, en faveur d'une grande et mythique « oummah » arabe : chaque pays arabe était donc défini comme une région, et non comme une nation. Il n'y a donc pas ici de contradiction entre une identité linguistique et culturelle (l'arabité) et une logique d'islamisation, sinon pour les chrétiens arabes, qui se reconnaissaient dans le panarabisme mais plus dans l'islamisme.

45

Dans le monde non arabe par contre, l'islamisme s'est construit en décalage par rapport à une identité ethnique et dans le sens d'une reconstruction politique du lien national par l'islam et non par la référence ethnico-linguistique.

En Turquie et Iran, l'islamisme s'est construit contre un nationalisme laïc, à forte connotation ethnico-linguistique, qui voulait enraci-

ner l'identité nationale dans la période pré-islamique (Kemal Atatürk comme la dynastie Pahlavi) : Erbakan, fondateur de la chaîne de partis qui reprirent les mêmes thèmes après chaque dissolution, voyait par exemple explicitement dans l'islamisme un moyen de ré-intégrer dans le jeu politique les Kurdes, exclus par l'hégémonie de la langue et de l'identité turque. Khomeyni qui a toujours protesté contre les références aux Perses d'avant l'islam dans la légitimation de la nation persane a autorisé l'usage public des langues autres que le persan. En faisant du chi'isme la légitimité même de l'État iranien, il construit une base sociale plus large que celle de l'usage du persan (90 % des Iraniens sont chi'ites, mais seulement 50 % ont le persan comme langue maternelle).

46 De même au Pakistan, l'islamisme s'est vigoureusement opposé à ceux qui voulaient faire du pays un simple « État musulman » après la partition de 1947 : pour Ali Jinnah, fondateur du pays, les musulmans de l'empire indien constituaient une communauté plus culturelle que proprement religieuse, et il envisageait donc la construction d'une identité musulmane « laïque » ; ce à quoi s'opposait Aboul Ala Maududi, fondateur du Jama'at-i Islami, le parti islamiste, pour qui la seule identité possible pour le Pakistan était d'être un État islamique et non seulement musulman, c'est-à-dire un État dont l'idéologie, les institutions, le droit et la politique étrangère devaient relever de la charia. En mettant l'ourdou comme langue nationale, alors que c'était la langue des « immigrés » venus de l'Inde, l'État pakistanais a voulu rompre avec toute logique ethnique de la construction de l'État-nation (les Punjabis constituent 60 % de la population et ils tiennent l'essentiel de l'appareil d'État, mais leur langue n'a pas de statut). Ce faisant, les islamistes pakistanais, comme les Turcs et les Iraniens, proposent moins une alternative internationaliste au nationalisme qu'une autre logique de fondation de l'État existant, lequel est très largement multi-ethnique (contrairement à la plupart des pays arabes) : cette logique revient en fait à élargir la base sociale et politique de l'État en remplaçant une légitimité ethnico-linguistique par une construction idéologique et politique (qui marginalise bien sûr les minorités chrétiennes, mais la question confessionnelle n'a pas l'intensité du problème ethnique).

Pourtant l'idéologie islamiste est très opposée au nationalisme. Elle récuse l'État-nation au profit de la oummah, et se réclame d'un modèle universel de gouvernement : on a vu régulièrement fleurir des projets de constitution d'État islamique, en théorie applicable de manière univer-

selle quelles que soient l'histoire et les spécificités des pays en question. Les Frères musulmans se sont organisés en chapitres régionaux (représentant ainsi la terminologie du Baas, qui voit dans les pays actuels de simples régions d'un futur État panarabe). Certains mouvements reprennent d'ailleurs le concept de califat, pour mieux récuser la légitimité de l'État national (Maududi, le Hizb ul Tahrir, parti établi à Londres et qui recrute aujourd'hui essentiellement parmi les jeunes issus de l'immigration). Les islamistes axent toute leur réflexion sur l'État, pas sur la nation. En Iran, où la révolution islamique a doté le pays d'une Constitution plutôt sophistiquée, et fort peu islamique, à l'exception décisive du statut du Guide, ce dernier n'est pas nécessairement un Iranien, car il a vocation à être le Guide de l'ensemble de la oumma. Mais en se focalisant sur l'État, ils sont par définition amenés à prendre en compte la territorialisation et les sociétés réelles, qu'elles soient issues d'une longue histoire (Iran, Égypte) ou les produits d'un découpage colonial stabilisé par les équilibres stratégiques et les intérêts des puissances mondiales ou régionales.

47

C'est la problématique de la conquête et de la gestion de l'État qui fait que les islamistes, en tout cas les courants « centristes », sont aujourd'hui devenus plus nationalistes qu'attachés à la mise en place d'un État islamique. Les mouvements centristes sont ceux qui ont une stratégie politique de conquête du pouvoir d'État dans un premier temps, et, dans un deuxième temps, qu'ils soient parvenus au pouvoir (Iran) ou non, une politique de gestion, donc de participation à un champ politique qu'ils ont contribué à ouvrir. Les islamistes en effet visent un État concret (Égypte, Turquie, Iran, etc.), qui a son champ politique propre et qui s'insère dans un espace stratégique dont il hérite plus qu'il ne le modèle. Pour prendre ou gérer le pouvoir, il faut un programme, des alliances, une prise en compte de la complexité de la demande sociale. Les islamistes iraniens l'ont très vite découvert et se sont divisés en conservateurs, obsédés par leur maintien au pouvoir, et libéraux, convaincus que seule une ouverture démocratique peut permettre une gestion du pouvoir. Les islamistes turcs ont découvert le jeu politique par leur gestion municipale : la frange « libérale » qui forme aujourd'hui le parti AK est justement dirigée par l'ancien maire d'Istanbul, Tayyip Erdogan. Le FIS algérien, après l'annulation des élections législatives, est entré dans le processus de San Egidio, de concert avec des mouvements idéologiquement très variés. Dans presque toutes les monarchies (sauf en Arabie Saoudite), les Frères musulmans sont représentés dans les parlements (Jordanie, Koweït,

Maroc). C'est parce qu'ils ont été saisis par l'État que les mouvements islamistes centristes sont devenus nationalistes.

Inversement les mouvements « jihadistes » radicaux ont ajouté à leur refus du nationalisme la volonté explicite de demeurer en rupture avec le jeu politique étatique, soit en s'en désintéressant (Hizb ul-Tahrir, al Qaïda), soit en s'y attaquant par l'action terroriste envers des personnalités politiques. Le terrorisme aveugle tous azimuts, comme celui pratiqué par le GIA en Algérie, peut déstabiliser momentanément le pouvoir en place, mais le renforce sur le long terme, car il est incompatible avec la constitution d'une base sociale et politique solide, qui permettrait la marche vers le pouvoir ou la constitution d'une alternance politique. La posture antinationaliste ne peut être maintenue que par un refus de l'enjeu étatique. C'est en prônant la création d'un

48 État palestinien que le Hamas palestinien est devenu un parti islamonationaliste, alors que nombre de réfugiés palestiniens, ou plutôt de descendants de réfugiés de 1948 et 1967, sachant que, de toute façon, il n'y aurait pas de retour, ont rejoint les mouvements internationalistes les plus radicaux (Abdallah Azzam fondateur de ce qui allait devenir la mouvance al Qaïda, Youssouf Ramzi, Odeh, Zoubeyda, tous membres d'al Qaïda).

Les mouvements islamistes « territorialisés » et à stratégie étatique rentrent tous dans une perspective plus nationaliste qu'idéologique, fortement teintée d'anti-impérialisme. Ils retrouvent donc ainsi leurs anciens adversaires politiques laïcs, comme on le voit en Égypte, Jordanie, Yémen, et même au Liban (où le Hezbollah est perçu comme nationaliste) et au Pakistan (où l'anti-impérialisme de gauche rejoint le soutien de fait aux Taliban afghans). Par contre les mouvements « dé-territorialisés », comme al Qaïda ou le Hizb ul-Tahrir, sont à la fois dans un refus de toute logique nationale et de contestation radicale de l'ordre établi. Terrorisme et dé-territorialisation vont de pair.

L'exemple le plus typique de la nationalisation de l'islamisme est bien sûr l'Iran, qui, depuis le cessez-le-feu avec l'Irak (en juin 1988), est peu à peu rentré dans le rang, menant une politique étrangère fondée sur ses seuls intérêts nationaux, sans considération idéologique, sinon dans le discours. Si la lutte entre conservateurs et libéraux est sévère sur le plan intérieur, elle n'a guère d'incidence en politique étrangère, sauf en ce qui concerne la symbolique des relations avec les États-Unis et Israël. Lors de la guerre du Golfe (1990-1991), l'Iran n'a pas gêné le déploie-

ment de forces américaines. L'Iran a ainsi peu à peu cessé de soutenir ses relais traditionnels : les chi'ites irakiens en 1991, bahreïnais en 1996, afghans en 1998. Dans le Caucase, l'Iran soutient l'Arménie contre l'Azerbaïdjan, pourtant chi'ite, et a coopéré avec la Russie pour mettre fin à la guerre civile du Tadjikistan (juin 1997). En Afghanistan, elle s'est aussi retrouvée dans le même camp que les Russes, les Indiens et les Américains pour soutenir l'alliance du Nord contre les Taliban lors de la campagne de 2001. Dans le Golfe, malgré le contentieux avec les Émirats sur le statut des îles de Tumb et de Moussa (d'ailleurs occupées par le chah en 1971), l'Iran s'est rapproché des pays arabes conservateurs (Arabie Saoudite et Qatar). Enfin, tout en soutenant matériellement le Hezbollah libanais et les Palestiniens, l'Iran est resté au second plan lors du déclenchement de la seconde intifada en 2000. Téhéran a vivement condamné l'attentat du World Trade Center, mais cette fois par la voix du Guide lui-même et pas seulement du président libéral Mohammed Khatami. En même temps, l'Iran veut être un acteur incontournable non seulement dans le Golfe mais aussi au Levant et cherche à profiter de l'échec des accords d'Oslo.

49

Cette « nationalisation » du mouvement iranien peut s'expliquer par la pratique du pouvoir qui conduit à l'identification avec un État-nation et avec un espace politique spécifique, et donc au pragmatisme et au réalisme. Mais on l'observe dans presque tous les mouvements islamistes. Elle s'y double dans tous les cas d'une recherche d'ouverture politique, d'alliances électorales et d'intégration dans le jeu politique national. Lorsque le jeu politique est plus ou moins ouvert (Jordanie, Turquie, Koweït, Maroc), les islamistes occupent la place du centre-droit, nationaliste en politique étrangère, réactionnaires en politique intérieure (en particulier sur la question des droits des femmes). Le FIS algérien a renoncé à la lutte armée et défend, en vain, une approche pluraliste (sa branche armée, l' AIS, a proclamé la trêve après avoir été attaquée autant par le GIA que par l'armée). Le Hezbollah libanais s'est comporté avant tout comme un mouvement nationaliste et est largement reconnu comme tel par les chrétiens du Liban. Le parti yéménite Islah a joué un rôle dans l'unification du Yémen contre le souhait de son mentor saoudien. Au Soudan, Hassan Tourabi a mené une politique tout aussi nationaliste avant d'être renversé par les militaires ; mais il est sans doute un peu rapide de voir ici une victoire de la laïcité sur le « totalitarisme islamique », car, avec le général Bachir, on retrouve une dictature militaire classique. Au Tadjikistan, le Parti de la Renaissance islamique (PRI) est devenu, une fois associé au pouvoir

(1997), complètement nationaliste, défendant l'identité tadjike contre les Taliban (en soutenant Massoud) et les Ouzbeks. Le Jamiat-i Islami afghan, le parti de Massoud, n'a plus aucune référence islamiste et se présente comme un parti national, avec une base fortement marquée sur le plan ethnique. La nationalisation de l'islamisme est clairement illustrée par la Palestine. Les partis islamistes (Jihad, Hamas) ne critiquent jamais Arafat sur l'islam, mais sur ses éventuels compromis avec Israël : lors de la seconde intifada, mouvements laïcs et islamistes sont devenus indiscernables (le FPLP adopte les commandos suicides et les chefs des deux mouvements participent ensemble aux funérailles de leurs militants). En Algérie aussi, l'effacement de l'islam politique est clairement apparu lors des manifestations kabyles du printemps 2001 : même cause (l'accaparement du pouvoir et des richesses par l'oligarchie militaire) et mêmes acteurs (la jeunesse sans avenir) que la grande vague électorale pro-FIS en 1991, sauf que l'islam a totalement disparu des slogans.

Le message social révolutionnaire des islamistes s'efface peu à peu au profit d'une insistance sur la charia. On le voit en particulier aujourd'hui dans la prudence des islamistes par rapport au thème de la justice sociale. Même le Refah, sans doute le plus politique des partis islamistes, n'a pas de message social : il prône l'entente entre patrons et ouvriers et son syndicat ouvrier (Hakki) reste embryonnaire. Il n'a pas condamné les privatisations. Cette question de la privatisation est importante : elle sépare en Iran la gauche islamique des conservateurs. C'est en Égypte que l'abandon du terrain social par les islamistes est le plus marquant. La « contre-réforme » agraire, menée sous l'égide de Moubarak et qui est entrée en vigueur en 1998 (elle libère les baux fermiers et permet donc aux propriétaires de les augmenter et de reprendre leurs terres) a été approuvée par les Gama'at Islamiyya au nom de la charia (prévalence du droit de propriété). Les islamistes entrent donc dans le jeu politique sur des positions conservatrices, voire réactionnaires, en ce qui concerne les valeurs et le statut de la femme. Mais ils sont en général plus modernes quant à leur vision économique et rompus à un pragmatisme politique qui est plus caché que révélé par leur conservatisme moral. Il faut de plus noter que toute une frange de nationalistes laïcs se redécouvrent aussi partisans des valeurs morales au nom de la défense de l'identité contre la globalisation (le procès des homosexuels du Caire en 2002 n'a guère été dénoncé par la gauche égyptienne qui a plutôt joué sur le réarmement moral de la nation face aux pressions américaines).

Cette normalisation touche même des mouvements jusqu'ici très radicaux, comme le Jihad islamique égyptien : un des chefs du mouvement, Ossama Rushdie, a condamné l'attentat du 11 septembre et la ligne « jihadiste » prônée par Zawahiri et Bin Laden¹.

Un autre aspect important de cette priorité du jeu national est le relâchement des liens avec une diaspora qui ne suit pas le mouvement et qui devient plus internationaliste. Le cas le plus typique est celui du Refah turc (nous continuons à nous référer à ce nom après sa dissolution). Sa branche européenne, Milli Görüş, a du mal à suivre l'évolution politique et les scissions du parti parce que les membres européens du mouvement ont d'autres intérêts que la mise en place d'un gouvernement de coalition à Ankara. Le Milli Görüş tend à devenir plus internationaliste et plus « salafiste » (c'est-à-dire soucieux de la stricte pratique de la religion), au lieu d'être la branche externe du parti. Il se lie, en Europe, aux Frères musulmans arabes et développe un programme de retour à la religion en totale rupture avec la sécularisation croissante du parti d'origine. Le FIS algérien a étonnamment peu percé dans l'émigration, pour les mêmes raisons, et les jeunes d'origine algérienne qui se radicalisent en France ne vont pas en Algérie se battre, mais en Afghanistan. Ceux d'origine pakistanaise, en Grande-Bretagne, se rendent par contre plus facilement au Pakistan, mais c'est justement parce que les réseaux activistes y sont internationalistes : on retrouvera d'ailleurs ces mêmes jeunes en Afghanistan et au Cachemire. Le fait que l'affaire Rushdie ait démarré en Grande-Bretagne et ait eu peu d'écho dans les rues du Moyen-Orient montre bien que la logique d'internationalisation radicale est plus forte dans les diasporas que dans bien des pays musulmans. D'une certaine manière, le même phénomène se produit pour les Palestiniens : les réfugiés d'avant 1948 rejoignent plus facilement les mouvements internationalistes (Abdoullah Azzam, Khattab qui s'est battu en Tchétchénie) que les rangs de l'OLP ou du Jihad. De même, un peu partout les Frères musulmans émigrés sont confrontés à un choix : soit l'intégration politique dans les nouveaux pays, soit au contraire une internationalisation qui les rapprocherait des salafistes proches des Saoudiens et de la Ligue islamique mondiale, qui veulent éviter une intégration de l'islam dans la culture occidentale. Ce

1. Interview dans *Al Sharq al Awsat*, 25 janvier 2002.

dilemme se lit par exemple dans les hésitations des grandes organisations musulmanes françaises comme l'Union des Organisations islamiques de France : doit-on s'intégrer pleinement dans un islam français, ou bien faut-il privilégier la dimension internationaliste ? En choisissant de jouer la carte de la consultation des musulmans de France, l'UOIF semble faire le choix d'une certaine « nationalisation ».

52 La nationalisation est accentuée par la prédominance d'un espace stratégique international relativement stable sur les choix idéologiques supranationaux. Lors de la guerre du Golfe en 1990-1991, les différentes branches des Frères musulmans ont pris position en fonction de la situation stratégique de leurs pays respectifs (le chapitre koweïtien approuve l'appel aux troupes américaines, le jordanien l'a condamné). Le 11 septembre a bien montré comment partout, sauf chez les Taliban (qui ne sont pas des islamistes), c'est la raison d'État qui a fonctionné, y compris, et c'est nouveau, dans l'opinion publique, malgré l'hostilité envers les Américains et une certaine fascination pour la figure de Bin Laden.

À la fin des années 1990, on peut constater que presque tous les mouvements islamistes sont devenus plus nationalistes qu'islamistes. Leur champ d'action est limité à un seul pays. Mais cette nationalisation va de pair avec la renonciation à un élément clé : l'exigence du monopole de la représentation du religieux dans le politique, remplacée par l'acceptation d'un espace politique autonome par rapport au religieux. Nationalisation, banalisation et primat du politique vont ensemble. C'est parce que leur action s'inscrit dans un champ politique national que les islamistes sont amenés à se poser la question du pluralisme politique.

R É S U M É

C'est par l'inscription de leur action politique dans le cadre territorial de l'État-nation que les mouvements islamistes sont devenus nationalistes, ou du moins se sont nationalisés, à l'encontre de leur idéologie d'origine, qui se voulait internationaliste. En ce sens les grands mouvements islamistes ont été des facteurs de renforcement de l'État-nation et se retrouvent aujourd'hui proches des nationalistes laïcs dans leur opposition aux États-Unis. À l'inverse, le radicalisme violent est le propre de mouvements dé-territoria-lisés, comme al Qaïda.